

UN EFFORT COLLECTIF CONTRE LE PALUDISME DANS L'ESPACE FRANCOPHONE



RÉSUMÉ

Les pays francophones sont touchés de manière disproportionnée par le paludisme :

- 13 % de la population mondiale exposée au risque de paludisme vit dans ces pays, mais plus de 42 % des cas et 40 % des décès liés au paludisme y sont enregistrés.
- En 2024, on estimait à 118 millions le nombre de cas de paludisme dans les pays francophones, soit une hausse de 24 % depuis 2015, et à 247 000 le nombre de décès, soit une augmentation de 5 % depuis 2015.

PROGRÈS ET DÉFIS

Certains pays francophones ont franchi des étapes importantes vers l'élimination du paludisme. En 2024, l'Égypte et le Cap-Vert ont été certifiés exempts de paludisme, rejoignant ainsi l'Algérie, le Maroc et l'Arménie parmi les pays francophones ayant éradiqué la maladie depuis 2000. Aucun décès dû au paludisme n'a été recensé au Vanuatu depuis 2012, au Cambodge depuis 2018 et au Viêt Nam depuis 2019.

Dans certains des pays francophones les plus touchés, des progrès significatifs ont été réalisés depuis 2015 :

- Guinée équatoriale : réduction de 32 % des cas
- Ghana (membre à part entière de l'OIF depuis 2024) : réduction de 29 % des cas et de 32 % des décès
- Rwanda : réduction de 75 % des cas
- Sénégal : réduction de 45 % des cas et des décès

Dans d'autres pays francophones d'Afrique, cependant, les taux de paludisme restent préoccupants. Différents facteurs ont contribué à la stagnation des progrès.

- Croissance démographique rapide dans les régions où le paludisme est endémique.
- L'émergence ou l'expansion de la résistance des parasites aux antipaludéens et de la résistance des moustiques aux insecticides.
- Les perturbations causées par les urgences sanitaires, notamment les épidémies, les pandémies, les crises humanitaires et les catastrophes naturelles.
- L'accès insuffisant des populations vulnérables à la prévention et au traitement.

SOUVERAINÉTÉ SANITAIRE ET FINANCEMENT DOMESTIQUE



La souveraineté sanitaire et la mobilisation des ressources domestiques – notamment par le biais de la définition des priorités, de l'autonomie financière et du renforcement des capacités de production régionales – sont essentielles pour accélérer l'élimination du paludisme dans les pays francophones.

Le paysage sanitaire mondial, façonné par les bouleversements géopolitiques, la baisse des financements des donateurs, la concurrence entre les priorités et la récurrence des urgences sanitaires, évolue rapidement. Les pays les plus touchés par le paludisme doivent avoir voix au chapitre dans la prise de décisions sanitaires mondiales. Ils doivent être des partenaires à part entière au sein des instances qui définissent et mettent en œuvre la stratégie, le financement et les activités liés à la santé mondiale. Ce sont les piliers de la souveraineté sanitaire : la capacité des pays à financer et à gérer leurs propres systèmes de santé.

Parallèlement, il est de plus en plus urgent pour les pays d'accroître leurs investissements domestiques dans la lutte contre le paludisme ; ces investissements ont fortement progressé au cours de la dernière décennie et représentent désormais environ un tiers du financement total des efforts visant à contrôler et à éradiquer la maladie.

Par exemple, le Bénin a presque quadruplé son budget national de lutte contre le paludisme entre 2020 et 2025, le faisant passer de 1,7 million de \$ US à 6,3 millions de \$ US, grâce à une stratégie de plaidoyer coordonnée impliquant le gouvernement, la société civile, le Parlement et le secteur privé. Cette augmentation des investissements a coïncidé avec :

- une réduction de 37 % des cas de paludisme
- une réduction de 55 % des décès

FINANCEMENT INTERNATIONAL



Sans financement suffisant, les stratégies nationales de lutte contre le paludisme ne peuvent pleinement mettre en œuvre les programmes de prévention, de traitement et de surveillance de la maladie. Le Fonds mondial a été une source importante de financement international ; en 2022, il a investi 6,4 milliards de \$ US dans la lutte contre le paludisme dans 28 pays francophones.

Cependant, les efforts de lutte contre le paludisme sont aujourd'hui confrontés à un déficit de financement croissant. En 2024 :

- Le financement mondial de la lutte contre le paludisme a atteint 3,9 milliards de \$ US, bien en deçà des 9,3 de \$ US nécessaires annuellement.
- Ce déficit de financement est passé de 2,6 milliards de \$ US en 2019 à 5,3 milliards de \$ US au cours de la même année.

L'aide publique au développement (APD) pour la santé est en baisse et les principaux mécanismes de financement sont soumis à des pressions. Par exemple :

- Le Fonds mondial prévoit de réduire ses allocations par pays de 23 % pour son 8e cycle de financement, suite à la mobilisation de 12,64 milliards de \$ US sur un objectif fixé à 18 milliards de \$ US.
- Les modélisations économiques montrent que les répercussions négatives de ces coupes pourraient entraîner une réduction de 30 milliards de \$ US du PIB africain ainsi qu'une réduction de 30 milliards de \$ US des échanges bilatéraux d'ici 2040.

LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ



Le secteur privé a un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre le paludisme des pays francophones.

Un large éventail d'entreprises contribue à la lutte contre le paludisme, notamment par le biais d'activités telles que :

- Le secteur privé de la santé – cliniques et pharmacies – est directement impliqué, en élargissant l'accès au dépistage et au traitement.
- Les programmes de lutte contre le paludisme en milieu professionnel mis en œuvre par les employeurs dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme et l'industrie minière. Dans ces secteurs, le paludisme entraîne de l'absentéisme et menace la productivité et la rentabilité.
- La recherche, la production et la distribution
- La logistique (entreposage, acheminement vers le marché et respect de la chaîne du froid)
- Campagnes de sensibilisation du grand public

Les secteurs public et privé collaborent au sein des Conseils d'élimination du paludisme – qui ont mobilisé plus de 210 millions de \$ US dans 12 pays africains depuis 2020 –, des chambres de commerce, des plateformes sectorielles et de partenariats public-privé officiels.

Voici quelques exemples d'entreprises en Afrique francophone ayant réalisé d'importants investissements dans la lutte contre le paludisme :

- Canal+ (un grand groupe de médias francophone), qui a versé plus de 1,5 million de \$ US en contributions en nature depuis 2021 ;
- Endeavour Mining (une importante société d'exploitation aurifère en Afrique de l'Ouest), qui investit chaque année entre 650 000 et 700 000 de \$ US dans des programmes de lutte contre le paludisme.

INNOVER CONTRE LE PALUDISME



L'innovation en matière de lutte contre le paludisme se poursuit. La prochaine génération d'interventions, qui permettra d'accélérer l'élimination du paludisme, est en cours de développement.

Parmi les avancées majeures récentes, citons :

- La mise au point de moustiquaire imprégnée d'insecticide à double ingrédient actif, qui améliorent la lutte contre le paludisme de 20 à 50 % par rapport aux moustiquaires classiques à base de pyréthroides. Le déploiement de ces nouvelles moustiquaires améliorées a été rapide : en 2025, plus de 70 % des moustiquaires distribuées en Afrique subsaharienne étaient des moustiquaires à double action insecticide.

- L'introduction des vaccins contre le paludisme. Les vaccins antipaludiques RTS,S/AS01 et R21/Matrix-M, ciblant *Plasmodium falciparum*, étaient utilisés dans 24 pays en octobre 2025. Des vaccins de nouvelle génération, conçus pour offrir une protection accrue et bloquer la transmission au sein des communautés, sont d'ores et déjà en cours de développement.

Parmi les autres innovations de lutte contre le paludisme figurent la chimioprévention saisonnière, qui protège chaque année des millions d'enfants, la pulvérisation intradomiciliaire ciblée d'insecticides à effet rémanent et les répulsifs spatiaux. Des drones équipés de caméras haute résolution et de GPS sont utilisés pour cartographier et surveiller les sites de reproduction des moustiques dans les zones difficiles d'accès, permettant ainsi des interventions précises.

Les innovations en cours de mise en place comprennent :

- La surveillance génomique pour suivre la propagation du parasite, détecter les mutations de résistance aux médicaments et comprendre son mode de transmission.
- Des tableaux de bord numériques pour un suivi en temps réel.
- Des technologies de forçage génétique conçues pour réduire les populations de moustiques ou bloquer la transmission.

PLACER LES FEMMES ET LES JEUNES AU CŒUR DE LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME



Le paludisme affecte de manière disproportionnée les femmes et les enfants. Les initiatives communautaires centrées sur ces groupes démographiques sont donc essentielles et contribuent à une approche sociétale globale. Citons par exemple :

- Malaria Youth Corps, qui mobilise, sous l'égide d'ALMA, de jeunes leaders dans 19 pays africains ;
- Voix EssentiELLES, qui soutient, sous l'égide de Speak Up Africa, 76 organisations dirigées par des femmes en Afrique francophone afin d'influencer les politiques de santé et de mettre en œuvre des programmes communautaires.

Ces initiatives renforcent la redevabilité, améliorent la confiance des communautés et garantissent que les stratégies de lutte contre le paludisme prennent en compte les réalités locales.

APPEL À L'ACTION

Ce rapport appelle le monde francophone à s'engager collectivement à maintenir l'élimination du paludisme en tête des priorités fondamentales de développement. Il reconnaît le lourd fardeau que le paludisme continue de faire peser sur de nombreux pays francophones et les immenses bénéfices que son élimination apporterait tant aux pays particulièrement touchés par la maladie qu'au monde entier.

Il exhorte tous les pays francophones à faire preuve de leadership collectif et de solidarité en soutenant l'adoption d'une résolution ambitieuse et concrète sur le paludisme lors du prochain Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en novembre 2026.

Cinq actions prioritaires :

1. PROMOUVOIR LA SOUVERAINETÉ SANITAIRE ET UNE MOBILISATION ROBUSTE DES RESSOURCES DOMESTIQUES

Les pays touchés par le paludisme doivent continuer à jouer un rôle moteur et, grâce à une transition équitable, financer progressivement leurs propres stratégies nationales de lutte contre le paludisme, fondées sur des données scientifiques et probantes.

2. PROMOUVOIR UN FINANCEMENT DURABLE DES DONATEURS GRÂCE À DES SOURCES EXISTANTES ET DIVERSIFIÉES

Nous appelons les donateurs internationaux à maintenir leur solidarité et leur soutien aux pays où le paludisme est endémique par le biais des mécanismes de financement multilatéraux existants, tels que le Fonds mondial et Gavi, ainsi que par le biais d'accords bilatéraux.

3. PROMOUVOIR UN ENGAGEMENT PLUS FORT DU SECTEUR PRIVÉ

Le secteur privé doit passer de la marge au centre de la lutte contre le paludisme – en tant que partenaire stratégique, et non plus seulement comme bailleur de fonds.

4. PROMOUVOIR UNE ACCÉLÉRATION DE L'INNOVATION

L'innovation doit être accélérée et rendue accessible, acceptable et abordable pour les pays et les communautés qui en ont le plus besoin.

5. PROMOUVOIR UNE APPROCHE SOCIÉTALE GLOBALE DE LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Nous appelons les gouvernements et leurs partenaires à intégrer des approches menées par les jeunes et tenant compte des questions de genre dans l'ensemble des stratégies de lutte contre le paludisme, en reconnaissant le fardeau disproportionné que cette maladie fait peser sur les femmes, les enfants et les adolescents.

ZERO MALARIA STARTS WITH ME

Lancé au Sénégal à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme 2014, ce mouvement citoyen national pour l'élimination du paludisme fait partie d'une stratégie de plaidoyer globale visant à faire de l'élimination du paludisme une priorité politique et garantir l'engagement national. En juillet 2018, lors du 31e Sommet de l'Union africaine, et en soutien à l'objectif de l'Union africaine de mettre fin au paludisme d'ici 2030, les Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont adopté la campagne « Zéro Palu ! Je m'engage ». En adossant la campagne, les dirigeants de l'Union africaine ont lancé un signal fort : l'élimination du paludisme est une priorité nationale, régionale et continentale. À ce jour, plus de 30 États membres de l'Union africaine ont lancé la campagne.

SPEAK UP AFRICA

Speak Up Africa est une organisation Africaine à cœur de construire une Afrique où la croissance et le développement durable sont conduits par les citoyens africains eux-mêmes. Nous rassemblons, nous impulsons et nous défendons. En mettant l'accent sur la communication stratégique, les politiques et le plaidoyer, nous nous engageons à soutenir les dirigeants et les citoyennes et citoyens africains à participer activement à l'identification et à l'élaboration de solutions pour relever les grands défis de notre continent comme le paludisme, les maladies tropicales négligées, la vaccination, l'assainissement, l'égalité des genres, l'éducation et la recherche et le développement en matière de santé mondiale.

www.speakupafrika.org

L'ALLIANCE DES DIRIGEANTS AFRICAINS CONTRE LE PALUDISME

Fondée en 2009, l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA) est une coalition novatrice de chefs d'État et de gouvernement africains qui œuvrent au-delà des frontières nationales et régionales pour parvenir à une Afrique sans paludisme d'ici à 2030.

<http://www.alma2030.org/fr>

AMIS DU FONDS MONDIAL EUROPE

L'association Amis du Fonds Mondial Europe est une organisation à but non lucratif créée en France en 2005 sous le haut patronage du Président de la République Française. Elle a vocation à mener en Europe des actions de plaidoyer politique pour la santé mondiale et la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, notamment en faveur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Les actions qu'elle développe visent à sensibiliser les publics intéressés aux problématiques posées par les trois épidémies et la santé mondiale, en particulier les décideurs publics, les parlementaires, les organisations de la société civile et les personnalités du monde académique et de la recherche, et contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires à la lutte contre ces maladies au bénéfice, entre autres, du Fonds mondial.

www.friendseurope.org

PARTENARIAT RBM POUR EN FINIR AVEC LE PALUDISME

Le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme est la plus grande plateforme mondiale consacrée à l'élimination du paludisme, une mission qu'il défend depuis 1998. Avec plus de 500 partenaires, parmi lesquels des pays impaludés, des agences de développement bilatérales et multilatérales, des organisations du secteur privé et des groupes communautaires, le Partenariat RBM accélère l'action collective pour mettre fin au paludisme grâce à une dernière grande offensive, le programme Big Push. Cette initiative unifie les voix et les actions pour lutter contre la maladie et son impact sur les populations, les systèmes de santé et le développement.

<https://pre.endmalaria.org/fr/qui-sommes-nous/propos-de-nous>